



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 02 avril 2024

Régional

L'Union Africaine entend inaugurer sa propre agence de notation de crédit le 31 décembre 2024

Le projet d'une agence de notation de crédit créée par l'Union Africaine (UA) et dotée d'un capital opérationnel de 873 000 USD pourrait voir le jour avant 2025, selon une source officielle de l'agence Reuters. Face à des accusations croissantes de traitement injuste des pays africains par les principales agences de notation, l'Union Africaine avait émis l'idée d'une agence indépendante des gouvernements apportant et des analyses plus proches des dynamiques de terrain dès 2023. En avril 2023, une étude du Programme des Nations Unies pour le développement avait estimé que les pays africains pourraient économiser jusqu'à 74,5 Mds USD si les notations de crédit étaient fondées sur des évaluations moins subjectives (notamment concernant la fréquence des actions de notation pour les pays africains). L'UA cherche à obtenir des financements des institutions multilatérales africaines, des agences de notations et d'investisseurs nationaux et a affirmé que l'intérêt du secteur privé était très important.

Burundi

Le Burundi et la Tanzanie en discussions pour connecter leurs lignes SGR

La Tanzanie et le Burundi ont entamé des discussions formelles sur les aspects techniques de la construction d'une liaison ferroviaire à écartement standard (SGR) après avoir sécurisé 696,41 MUSD de financements de la Banque africaine de développement (BAD) en décembre 2023. L'enveloppe de financement de la BAD est constituée de 597,79 MUSD de prêts et de garanties pour la Tanzanie et de 98,62 MUSD de dons pour le Burundi. Ces fonds doivent permettre la construction de deux lots totalisant 567 km de chemin de fer entre Tabora et Kigoma en Tanzanie et entre Uvinza et Malagarasi au Burundi. Un troisième lot de 84 km reliant Malagarasi aux mines de nickel de Musongati doit encore être financé. La BAD a aussi annoncé soutenir les deux pays dans la mobilisation de fonds supplémentaires allant jusqu'à 3,2 Mds USD auprès de banques commerciales, d'investisseurs institutionnels ou d'institutions de financement du développement. Le coût total du projet est estimé à 3,93 Mds USD, plus de quatre fois l'estimation initiale faite lors de la signature du protocole d'accord entre les deux pays en janvier 2023. Le SGR entre la Tanzanie et le Burundi permettrait de transporter annuellement au moins 3 Mt de minéraux ainsi que de stimuler les échanges agricoles et les

transports de personnes. Des négociations de connexion du SGR tanzanien aux réseaux ougandais et rwandais sont actuellement en cours également.

Comores

Les Comores à la présidence du Comité de lutte anti-blanchiment en 2024

La Banque centrale des Comores (BCC) prend cette année la présidence du Comité de lutte anti-blanchiment (CLAB), créé en septembre 2000. Ce comité, qui se réunit au moins deux fois dans l'année en séance plénière, a pour objectif principal d'accroître la coordination des efforts des pays membres en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le CLAB regroupe la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la BCC, la Banque de France, la Commission bancaire de l'Afrique centrale et la Commission bancaire de l'UMOA.

Ethiopie

Les services du FMI achèvent leur mission en Ethiopie sans accord

L'équipe du Fonds monétaire international (FMI) a achevé sa visite à Addis-Abeba ce mardi 2 avril, après une mission qui aura duré près de deux semaines, sans parvenir à un accord avec les autorités éthiopiennes. Les négociations autour du programme, en cours depuis avril 2023, étaient à l'arrêt depuis la dernière mission du FMI fin septembre, avant de reprendre en début d'année 2024. Un accord de principe de suspension de la dette éthiopienne avait été obtenu auprès du comité des créanciers bilatéraux en novembre, conditionnée à l'atteinte d'un accord au niveau des services du FMI avant le 31 mars 2024. En mars 2024, le gouvernement éthiopien a présenté aux partenaires de développement les grands piliers de son plan de libéralisation de l'économie, le *Homegrown Economic Reforms 2.0*, servant de base aux discussions pour l'obtention de l'accord de financement. Si la visite des équipes du FMI n'a pas permis d'aboutir à un accord, des progrès ont été faits et les négociations vont se poursuivre en marge des assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI, a annoncé l'institution multilatérale dans un communiqué.

L'Ethiopie se rapproche de la limite d'emprunt auprès de la NBE pour financer son budget

Le gouvernement a presque atteint la limite d'emprunt auprès de la Banque centrale (NBE) qu'elle s'était fixée au début de l'exercice fiscal 2023/2024. En août 2023, la NBE avait annoncé qu'elle réduirait considérablement les avances directes au gouvernement, mais le gouvernement avait estimé une hausse de ses emprunts auprès de la NBE de 33 % sur FY2023/2024, pour un total d'emprunt estimé à 170 Md ETB. Ce mécanisme est utilisé par le gouvernement lorsque les obligations du Trésor émises sur les marchés ne permettent pas de lever suffisamment de fonds. Ainsi, au terme du premier semestre de FY2023/2024, les emprunts sous forme d'avance directe accordés par la NBE ont déjà atteint 167 Md ETB, soit presque l'équivalent de la hausse estimée pour l'année entière. La question du financement du budget éthiopien est centrale, et le gouvernement a déjà mis en place des solutions pour se financer au niveau national et réduire son endettement extérieur. Ainsi, depuis 2022, le gouvernement impose aux banques commerciales

d'acheter des bons du Trésor à cinq ans à hauteur de 20% du montant des nouveaux prêts accordés.

Avancées dans le projet de construction par *Ethiopian Airlines* du plus important hub aéroportuaire africain

Le PDG du groupe *Ethiopian Airlines* (EAG), Mesfin Tasew, a annoncé avoir finalisé l'acquisition du terrain qui accueillera le projet de méga-hub aéroportuaire porté par le groupe. L'infrastructure sera construite à proximité de Bishoftu en Oromia (soixantaine de kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba), l'intérêt étant que le site se trouve à une altitude plus basse que la capitale (1920 m contre 2300 m à Addis-Abeba) ce qui permettrait une économie de carburant au décollage. Avec la construction de 4 pistes, d'une aire de stationnement de plus de 300 places auxquelles viendraient se greffer des infrastructures connexes comme un centre logistique pour le fret et des hôtels, EAG souhaite développer un complexe aéroportuaire aux dimensions inégalées sur le continent et qui puisse être comparé aux méga-hubs d'Istanbul et de Dubaï. Le projet d'aéroport, dont le coût atteindrait 7,8 Md USD, sera réalisé en deux phases sur 5 ans et pourrait accueillir jusqu'à 100 M de passagers par an, soit quatre fois plus que la capacité actuelle de l'aéroport international de Bole d'Addis-Abeba. Le choix de la localisation, à proximité de plusieurs parcs industriels (Dukem, Bole-Lemi et Adama) devrait, par ailleurs, faciliter les ambitions exportatrices du pays.

Kenya

Les ménages abandonnent les combustibles les plus polluants au profit du gaz de pétrole liquéfié (GPL)

Malgré une légère augmentation des prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL), la consommation de celui-ci par les ménages a augmenté de 8 % l'année dernière, de plus en plus de ménages ayant abandonné le kérosène et le charbon de bois notamment en raison de leur prix élevé. En 2023, le prix de 4 kg de charbon a augmenté de 11 % en 2023. Le GPL est l'énergie de cuisson la plus populaire dans les zones urbaines, 53 % des ménages l'utilisant comme source d'énergie principale, tandis qu'uniquement 5,6 % l'utilisent dans les zones rurales, pour une moyenne nationale de 23,9 %. La quantité de kérosène consommée au cours de l'année a diminué de 39 %, en lien avec la hausse de son prix de 36 %. Les combustibles polluants comme le charbon de bois ou le kérosène, qui provoquent des maladies respiratoires et des cancers, sont populaires dans les bidonvilles en raison de la forte incidence de la pauvreté qui pousse les ménages à consommer sur le marché informel en petite quantité, connu sous le nom de « *kadogo economy* ». Les campagnes et les incitations visant à encourager l'utilisation de combustibles plus propres, tels que le GPL, se sont multipliées afin d'obtenir un environnement plus sain en réduisant la pollution et la déforestation.

Le port de Mombasa affiche une bonne performance en matière de débit de marchandises et une augmentation des recettes

Selon la Revue annuelle et le bulletin de statistiques de la *Kenya Ports Authority* (KPA), Mombasa, le principal port du Kenya a enregistré une croissance significative en 2023 malgré des risques mondiaux affectant ses performances. En volume, le port de Mombasa a enregistré une croissance de 6,2 % pour atteindre 35,98 M t de marchandises en 2023, contre 33,88 M t en 2022. Le trafic de conteneurs a augmenté de 11,9 %, enregistrant 1,62 M d'équivalents vingt pieds (EVP) en 2023. Le nombre de navires faisant escale dans le port est passé à 1 835 en 2023 contre 1 561 enregistrés en 2022. En ce qui concerne le temps de séjour des marchandises, le port a enregistré un temps de séjour plus rapide, passant de 3,9 jours en 2022 à 2,9

jours en 2023, tandis que le temps de traitement par navire s'est également amélioré, passant de 4,8 jours en 2022 à 4,4 jours en 2023. En plus du Kenya, le port de Mombasa traite des marchandises en provenance et à destination de l'Ouganda, du Burundi, du Rwanda, du Sud-Soudan, de l'est de la RDC et de la Somalie. Le port de Mombasa est le principal port de transit pour les marchandises à destination d'Ouganda, du Sud Soudan et de RDC et représentent respectivement 62,3 %, 52,0 % et 57,0 % des volumes d'importations par voies maritimes totaux.

Madagascar

Signature par le ministère malgache de l'Agriculture et de l'Élevage des conventions de partenariats avec le secteur privé afin de faciliter l'accès aux engrais

Le ministère malgache de l'Agriculture et de l'Élevage a signé le 27 mars 2024 des conventions de partenariat avec six entités spécialisées dans les intrants agricoles, visant à soutenir la production des agriculteurs en leur facilitant l'accès aux engrais. L'objectif est de contribuer à l'accroissement des rendements de la production de riz pour atteindre l'autosuffisance et de réduire les sorties en devises. Des usines d'engrais seront ainsi mises en place dans six régions : Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana et Sofia. Les signataires des conventions sont les entreprises Manarivo et la Société de Trading de l'Océan Indien (STOI) dans la région Analamanga, Zina pour la région Amoron'i Mania, l'association FAMA à Alaotra Mangoro, *Black Soldier Fly Farming* (BSF) et Biozen dans la région Atsinanana et IRM dans la région Boeny. Une septième entreprise, Izafo, effectuera la signature de sa convention à une date ultérieure.

Maurice

Augmentation du taux de croissance du PIB au quatrième trimestre 2023

Selon *Statistics Mauritius*, le PIB de Maurice a enregistré une croissance de 7,3 % au quatrième trimestre 2023 en glissement annuel, après une révision à la hausse de la croissance à 5,3 % au cours du trimestre précédent. Plusieurs secteurs enregistrent une hausse notable, notamment : la construction (+47,3 % contre 39,1 % au troisième trimestre) ; l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+18,6 %) ; l'information et la communication (+11,8 %) ; le transport et l'entreposage (+8,8 %) ; et les activités financières et d'assurance (+6,7 %). La valeur ajoutée brute (VAB) a également connu une hausse dans les activités professionnelles, scientifiques et techniques (5,4 %) ; le commerce de gros et de détail, la réparation de véhicules automobiles et de motocycles (4,4 %) ; les activités immobilières (2,5 %) ; et la fabrication (2,3 % contre 1,1 %). Le PIB au prix du marché a augmenté à un taux plus faible de 7 % en 2023 par rapport à la croissance de 8,9 % enregistrée en 2022.

Nouvelle feuille de route de la MCCI pour booster une croissance inclusive et durable

La 175^{ème} Assemblée générale annuelle (AGA) de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI), a permis de faire le point sur la situation économique, ses risques et les défis à venir. Avec une croissance du PIB de 8,9 % en 2022 et de 7,1 % en 2023, Maurice a maintenu sa performance économique, mais fait face à des risques liés aux perturbations des chaînes de valeur mondiales, aux effets du changement climatique et aux pénuries chroniques de main d'œuvre. En réponse à ces défis, le MCCI a dévoilé un plan d'action de 13 mesures pour stimuler une croissance inclusive et durable, marquant un changement de paradigme dans l'approche du développement économique. La transition énergétique et la lutte

contre le changement climatique constituent un axe majeur de ce plan, avec des investissements dans des infrastructures résilientes au changement climatique, la facilitation de la transition vers les énergies renouvelables et l'adoption de technologies innovantes. L'importance du capital humain a également été soulignée, avec un appel à des investissements massifs dans des secteurs clés tels que l'intelligence artificielle, la blockchain, l'automatisation et la biotechnologie. La feuille de route comprend aussi d'autres mesures comme le renforcement du dialogue public-privé, l'amélioration des politiques fiscales et financières, et la mise en œuvre d'une politique migratoire efficace pour pallier la pénurie de main-d'œuvre.

Ouganda

La société pétrolière nationale UNOC obtient des autorités kenyanes sa licence pour l'importation de produits pétroliers raffinés

La ministre de l'Énergie et du Développement minier, Ruth Nankabirwa a annoncé le 28 mars que les autorités kenyanes avaient accordé à la compagnie pétrolière nationale *Uganda National Oil Company (UNOC)* une licence pour l'importation de produits pétroliers. Depuis la réforme de la loi pour l'approvisionnement en pétrole publiée au journal officiel le 1^{er} décembre dernier, UNOC est devenu l'opérateur officiel en charge de centraliser les importations de pétrole en Ouganda. Cette mesure prise par le Président Museveni vise à lutter contre la hausse des prix à la pompe induite par les marges qualifiées « d'abusives » des différentes sociétés privées kenyanes qui négociaient les produits pétroliers directement avec les distributeurs ougandais. Cette décision des autorités kenyanes met fin à un différend étatique de 6 mois ayant mobilisé les plus hautes autorités des deux pays et va permettre à UNOC d'exercer son mandat. Si les sociétés intermédiaires kenyanes sortent du dispositif d'approvisionnement, elles sont néanmoins remplacées par un intermédiaire unique, la société de trading suisse *Vitol*, en charge de simplifier les transactions avec les producteurs du Moyen-Orient. Pour mémoire, 90 % du pétrole consommé en Ouganda (environ 2,5 M de litres/an) transite par le Kenya en provenance majoritairement du Golfe pour une facture annuelle de plus de 2 Md USD.

Les recettes touristiques de l'Ouganda devraient retrouver leur niveau d'avant la crise Covid-19 d'ici la fin de l'année

Selon le rapport sur les tendances et les statistiques du tourisme 2024 publié par le ministère du Tourisme le 26 mars, les recettes touristiques internationales du pays ont augmenté de 48,5 % pour atteindre 1 Md USD en 2023 mais restent 17 % inférieures à leur niveau de 2019. Les autorités attribuent cette performance aux arrivées en provenance d'Afrique et de marchés étrangers clés, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Inde mais aussi à la bonne dynamique du tourisme intérieur (+25 % en lien avec l'engouement des ougandais pour découvrir les richesses de leur pays). Avant les perturbations causées par la pandémie, le tourisme était la principale source de devises du pays (environ 1,6 Md USD par an) et assure presque 5 % du PIB. Les perspectives pour 2024 sont encourageantes avec des flux qui devraient dépassés ceux d'avant la pandémie.

Le niveau d'inflation se stabilise sous les 3,5 % en mars 2024

En mars 2024, le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois a connu en glissement mensuel une très légère baisse par rapport à février 2024 (3,3% contre 3,4%), en raison de la diminution des prix des denrées alimentaires (haricots, lait et légumes frais) et de la modération des cours de l'énergie (charbon de bois et essence). Ce niveau est bien inférieur par rapport à mars 2023 (9%). L'inflation sous-jacente s'est maintenue au même taux que le mois précédent (3,4%).

Rwanda

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique ouvre un bureau permanent à Kigali

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), créé en 2016 par *Afreximbank* afin d'aider les pays africains à répondre aux chocs économiques récurrents, de développer le commerce intracontinental et de financer l'industrialisation ; a officialisé le lancement de ses opérations au Rwanda. Selon le ministre des Finances et de la Planification économique rwandais, présent lors de l'inauguration, l'installation d'un bureau du FEDA à Kigali récompense les efforts du gouvernement de simplification du cadre réglementaire qui font du Rwanda un hub financier capable d'attirer les banques internationales. La présence du FEDA permettra l'accès à davantage de financements pour le secteur privé ainsi qu'une entrée de devises supplémentaires soutenant le franc rwandais.

Bralirwa enregistre une progression de sa marge bénéficiaire en 2023

Bralirwa, la première société de brasserie rwandaise, a enregistré une marge nette de 16,1% en 2023, soit 1,8 points de plus qu'en 2022. L'entreprise a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de 16,5% malgré une légère baisse de ses volumes de vente (-1%). *Bralirwa* attribue la baisse de ses ventes à un ralentissement de la consommation du fait des pressions inflationnistes. Face à la forte hausse du coût des matières premières et du transport ainsi qu'à la dépréciation du franc rwandais face au dollar (-18% en 2023), l'entreprise est parvenue à réduire ses coûts et gagner en efficacité opérationnelle pour améliorer son profit net de 30,9% (29,5 bn Rwf). L'entreprise a annoncé rester prudente quant à l'environnement géopolitique et macroéconomique en 2024 et se concentrera sur la croissance de son volume de production, avec l'ouverture d'une nouvelle ligne de production dans le cadre de son plan d'expansion de 30 MEUR.

Seychelles

Accord de la mission FMI avec les autorités au titre de la seconde revue des programmes de Facilité de résilience et de soutenabilité et de mécanisme élargi de crédit

Le 3 avril, la mission du FMI a annoncé avoir trouvé un accord avec les autorités au titre de la seconde revue du programme de mécanisme élargi de crédit (EFF, montant total de 56 MUSD), de la facilité de résilience et de soutenabilité (RSF, montant total de 43 MUSD), ainsi que de la revue au titre de l'Article IV des statuts du Fonds. Le FMI souligne la poursuite de la relance économique (+3,2% en 2023 puis +3,7% en 2024), tirée par la performance des arrivées touristiques, le secteur NTIC, la construction et le secteur financier. L'inflation serait négative en 2023 (-2,7% à fin décembre 2023) et pourrait connaître une hausse en 2024 (+1,6%) en raison d'une hausse anticipée des prix des matières premières. La mission du FMI

considère l'assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale des Seychelles (BCS) en mars 2024 comme appropriée.

Soudan

Le Soudan saisit le CSNU contre son premier partenaire commercial

Le représentant permanent du Soudan aux Nations Unies a déposé le 28 mars une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU contre les Emirats-Unis, que le Soudan accuse de soutien financier et de fourniture d'armes et d'équipements militaires aux RSF via l'aéroport tchadien d'Umjaras (ouest du Tchad). La démarche soudanaise soulève des interrogations quant à ses conséquences éventuelles sur les liens économiques entre les deux pays. Les EAU sont en effet le premier partenaire commercial du Soudan et principal acheteur de l'or soudanais avec un montant de 1,9 Md USD en 2022, soit près de 70% du total des exportations d'or du pays. De plus, au moins 90% des flux financiers relatifs aux exportations du Soudan transitent par quatre banques dont deux établies aux EAU: *Alnilain Bank d'Abu Dhabi*, filiale d'*Alnilain* du Soudan et *Abu Dhabi Islamic Bank*. Les deux autres sont la *Bank of Khartoum*, dont la majorité des actions sont détenues par *Dubai Islamic Bank* et *Al Salam Bank* de Bahreïn.

Soudan du Sud

Mise en œuvre de mesures d'urgence dont des restrictions sur les exportations vers le Soudan

Le Soudan du Sud a annoncé des restrictions sur l'exportation de certaines denrées vers le Soudan. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, William Anyuon Kuol, a invoqué les pénuries internes et l'inflation pour justifier cette décision. Dans le même temps, la Banque centrale a annoncé des mesures urgentes visant à stabiliser la situation financière, à contrôler le marché illégal de devises et à freiner la dépréciation de la livre sud soudanaise (SSP). Alors que celle-ci s'échangeait à 1 067 pour un dollar en janvier 2024, elle s'établit désormais à 1 600 pour un dollar (2 300 sur le marché noir). De son côté, le ministère des Finances procèdera au versement d'un mois de salaire pour les membres des forces régulières et les fonctionnaires publics, restés impayés depuis six mois. Ces mesures ont été annoncées à la suite de l'arrêt des exportations du pétrole du Soudan du Sud à travers le Soudan en raison de l'explosion du principal pipeline d'acheminement du brut.

Tanzanie

Visite officielle du ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce en Tanzanie

Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce de Hongrie, Péter Szijjártó, s'est rendu en Tanzanie pour une visite officielle de deux jours visant à renforcer les liens diplomatiques et commerciaux entre les deux pays. Le ministre hongrois et son homologue tanzanien, January Makamba, ont signé un protocole d'accord sur la coopération en matière de gestion de l'eau. Un accord de coopération dans le secteur de l'éducation a également été signé, dans le but d'étendre le nombre de bourses d'études offertes par le gouvernement hongrois aux étudiants tanzaniens dans le cadre du programme *Stipendium Hungaricum*. Depuis l'établissement de cette coopération en 2018, 146 Tanzaniens ont bénéficié de ce programme. Par ailleurs, de nouveaux domaines de coopération entre les deux pays ont été mis en avant tels que le secteur manufacturier, les produits pharmaceutiques et l'agriculture. Selon le ministre des Affaires étrangères tanzanien, January Makamba, cette visite aurait également abouti sur un accord pour la construction d'une usine

d'assemblage d'avions légers à Morogoro par des investisseurs hongrois. La Hongrie devrait également rouvrir son ambassade en Tanzanie, fermée dans les années 1990 après l'effondrement de l'Union soviétique.

Un rapport révèle les lourdes pertes subies par des entreprises publiques

Le rapport du contrôleur et vérificateur général (CAG) pour l'exercice 2022/2023, présenté à la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan, met en lumière la mauvaise gestion et la corruption dans les entreprises publiques opérant commercialement. Sur la période, certaines d'entre elles telles que *Tanzania Telecommunications Company Limited (TTCL)*, *Tanzania Railways Corporation (TRC)*, *Air Tanzania Company Limited (ATCL)*, *Tanzania National Oil (TANOIL)* et *Tanzania Postal Corporation* ont subi de lourdes pertes. Selon le rapport, *Air Tanzania* a par exemple affiché une perte s'élevant à 21,9 MUSD en 2022/23, soit près de 32 % de plus que la perte enregistrée durant l'exercice précédent. Alors que la compagnie a ajouté cette semaine un deuxième *Boeing 737 MAX 9* à sa flotte, le rapport a confirmé une sixième année consécutive de pertes pour le transporteur national. Ces pertes témoignent de la persistance de la mauvaise gestion financière, du manque de transparence et de failles dans la gouvernance de ces institutions. Les recommandations du CAG visent à améliorer l'efficacité opérationnelle, la collecte des recettes et la réduction des coûts et soulignent le besoin urgent de réformes au sein des institutions gouvernementales tanzaniennes.

L'entreprise émirienne *Emirates National Group* va coexploiter le réseau BRT avec UDART

Le gouvernement a conclu un accord de 15 ans avec *Emirates National Group (ENG)* pour fournir, exploiter et entretenir des bus pour le réseau BRT de Dar es Salam, un système de transport en commun par bus reliant les banlieues de la capitale au quartier central et d'affaires. L'entreprise ENG exploitera avec UDART le réseau BRT et fournira près de 177 bus. UDART est en situation de monopole depuis 2016 et exploite une flotte de 210 bus, dont au moins 70 véhicules seraient défectueux. Opérationnel depuis 2016, le BRT vise à réduire la congestion dans la capitale, à améliorer la mobilité, l'accessibilité et la qualité des services de transport public.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr